



www.cqff.com

Le fractionnement du revenu de pension

Il est temps de durcir le ton face à cette iniquité... !

Vous savez tous qu'il est possible depuis 2007 pour un contribuable de fractionner son revenu de pension avec son conjoint. Vous savez également que les revenus de pension ne sont pas tous assujettis aux mêmes règles sur le fractionnement entre conjoints. Dans la présente chronique, nous nous pencherons sur l'immense iniquité créée par ces différentes règles quant au revenu admissible au fractionnement. Évidemment, nous parlons de celle permettant à un participant d'un régime de pension agréé (RPA) de fractionner le revenu de pension avant l'âge de 65 ans, alors qu'un contribuable qui reçoit une rente d'un REER (et non pas un simple retrait) ou une somme d'un FERR doit attendre l'âge de 65 ans.

Il est important de rappeler que les autorités fiscales fédérales ont déjà indiqué à quelques reprises qu'elles n'avaient pas l'intention de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* de façon à permettre le fractionnement des revenus de pension avant l'âge de 65 ans, sous réserve évidemment des revenus qui s'y qualifient déjà, comme une rente tirée d'un RPA. D'ailleurs, en janvier 2007, le ministère des Finances avait indiqué ceci sur son site web dans le cadre d'une série de « questions-réponses » sur le fractionnement des revenus de pension :

« Q. Pourquoi exige-t-on que le particulier ait 65 ans dans le cas des rentes d'un REER et des revenus provenant d'un FERR et d'un FRV ?

R. Cette exigence à l'égard des rentes d'un REER et des revenus provenant d'un FERR et d'un FRV vise à ce que les bénéficiaires du crédit pour revenu de pension soient les particuliers retraités.

- **Les particuliers exercent un contrôle beaucoup plus important sur le moment où des retraits sont effectués à même un REER, un FERR ou un FRV que ce n'est le cas pour un RPA.**
- **En l'absence de règle d'admissibilité à compter de 65 ans, beaucoup de particuliers qui n'ont pas encore pris leur retraite pourraient profiter d'avantages fiscaux importants bien avant l'âge de 65 ans retirant chaque année des sommes à titre de rente de REER ou de revenu d'un FERR, et ce, tout en continuant d'épargner en vue de leur retraite.**
- **Pour leur part, les particuliers qui reçoivent un revenu d'un RPA exercent en général très peu de contrôle sur le moment où leurs prestations de pension sont versées; habituellement, ils reçoivent ces prestations seulement lorsqu'ils sont retraités. »**

D'autre part, lors de la table ronde sur la fiscalité des stratégies financières et des instruments financiers tenue lors du Congrès de l'Association de planification fiscale et financière (APFF) d'octobre 2010, le ministère des Finances du Canada a maintenu son refus très ferme à cet égard et a essentiellement invoqué les mêmes motifs précisant même « qu'en l'absence du critère d'admissibilité fondé sur l'âge de 65 ans, plusieurs particuliers n'étant pas retraités pourraient tirer un avantage significatif bien avant l'âge de 65 ans en retirant annuellement des sommes se qualifiant de revenus provenant de leurs REER, FERR ou FRV ».

et la « mauvaise » règle du 65 ans

LA RÉALITÉ ACTUELLE DU SECTEUR PUBLIC

Or, la réalité actuelle nous démontre que les grands gagnants de « l'avantage fiscal significatif » invoqué par les autorités fiscales sont hors de tout doute les personnes qui commencent à retirer une rente de retraite d'un RPA (très souvent à prestations déterminées), et ce, bien avant l'âge de 65 ans tout en continuant

d'un régime à prestations déterminées dans 93,4 % des cas... En comparaison, seulement 25 % des employés du secteur privé bénéficiaient d'un régime de retraite en 2009 et il s'agissait d'un régime à prestations déterminées dans seulement 57,2 % des cas. D'ailleurs, toujours selon des statistiques récentes, l'âge moyen de la retraite des employés du secteur public est de... 58,4 ans. Et nous éviterons volontairement de soulever des exemples

exactement le contraire de celui qui est applicable à un membre d'un RPA ayant 35 ans de service.

UN PRIVILÈGE NON NÉGLIGEABLE

Cette problématique rattachée à la « règle du 65 ans » a été dénoncée à maintes reprises, notamment (mais pas uniquement) par des intervenants du milieu financier et par des associations diverses. Il est aussi important de rappeler que chaque tranche

TOUS LES PRATICIENS EN FISCALITÉ RENCONTRENT RÉGULIÈREMENT DE TELLES SITUATIONS OÙ UN PARTICULIER ÂGÉ DE 56, 57 OU 58 ANS COMMENCE À ENCAISSER SA RENTE DE RETRAITE... TOUT EN ACCEPTANT UN POSTE AILLEURS À TEMPS PLEIN OU À TEMPS PARTIEL.

à travailler pour un autre employeur ou encore en exploitant une entreprise à leur compte. Tous les praticiens en fiscalité rencontrent régulièrement de telles situations où, à titre d'exemple, un particulier âgé de 56, 57 ou 58 ans commence à encaisser sa rente de retraite... tout en acceptant un poste ailleurs à temps plein ou à temps partiel.

De plus, les membres des RPA à prestations déterminées sont très majoritairement issus de la fonction publique (municipale, provinciale ou fédérale) et beaucoup moins du secteur privé et ce, tel que des statistiques très récentes publiées dans le bulletin « Faits saillants en fiscalité canadienne » d'août 2010 le démontrent. En effet, au premier trimestre de 2010, 84 % des employés du secteur public avaient un régime de retraite et il s'agissait

de policiers, de pompiers ou de membres des Forces armées où dans de tels cas, c'est souvent bien avant 55 ans que la rente de retraite du RPA débute.

LA RÉALITÉ DES AUTRES TRAVAILLEURS

À l'opposé, une personne à son compte ou un particulier ayant occupé un emploi où il n'existe pas de RPA peut avoir travaillé à temps plein de 22 ans à 57 ans (soit 35 ans de service), avoir accumulé des sommes importantes dans ses REER et souhaiter prendre une retraite complète bien méritée. Pourtant, malgré ses 35 ans de service, un tel employé ou travailleur autonome ne pourra pas tirer avantage du fractionnement des revenus de pension avant 65 ans même s'il reçoit annuellement un revenu régulier et continu de son FERR... Bref, il s'agit d'un traitement fiscal qui est

de 1000 \$ d'économies fiscales découlant du fractionnement de revenus de pension correspond (actuellement) à l'équivalent du rendement annuel avant impôts d'un CPG de plus de 50 000 \$ investis pour 5 ans (à un taux de 3,25 %) pour un contribuable imposé à un taux marginal de 40 %. Procurer un tel avantage à certains contribuables au détriment de d'autres constitue donc un privilège non négligeable, d'autant plus que nous avons pu constater dans la vraie vie plusieurs exemples de membres de RPA âgés de moins de 65 ans où les économies fiscales annuelles découlant du fractionnement avec le conjoint atteignaient plusieurs milliers de dollars.

Le régime fiscal est censé faire preuve d'une équité à tout le moins irréprochable entre deux contribuables dans des situations similaires et il ne devrait pas exister

deux « sortes de contribuables ». Devant un tel constat, notre organisation vient de demander au ministère des Finances s'il est prêt à envisager de relever à 65 ans l'âge d'un particulier désirant fractionner sa rente d'un RPA avec son conjoint de façon à ce que tous les contribuables soient assujettis aux mêmes règles en matière

d'équité fiscale. Oui, oui, vous avez bien lu ! Nous demandons d'augmenter le fardeau fiscal de ces contribuables trop privilégiés en ce moment ! Advenant un refus de rehausser à 65 ans l'âge admissible du fractionnement, nous leur avons demandé s'ils étaient prêts à envisager tout au moins de réduire le montant de revenu

de pension tiré d'un RPA transférable au conjoint (soit la portion maximale de 50 % du revenu de pension) d'un montant égal au revenu d'emploi (ou d'entreprise) gagné par le particulier avant 65 ans. Cette alternative ne réglerait cependant pas le problème fondamental de l'immense iniquité à la base dudit problème.

UN DOSSIER ENTRE LES MAINS DU MINISTÈRE

Ces questions ont été déposées au ministère des Finances dans le cadre de la table ronde sur la fiscalité des stratégies financières et des instruments financiers du Congrès de l'APFF qui aura lieu du 5 au 7 octobre 2011 à Québec. Nous espérons fortement que le ministère des Finances osera se pencher sur cette problématique et qu'il y répondra pour vrai, car cette iniquité doit cesser. À défaut de retirer la règle du 65 ans pour les rentes de REER et les retraits de FERR, mettons donc tout le monde au même niveau (y compris les fonctionnaires !!!). Chose certaine, nous suivrons ce dossier de près et nous en discuterons davantage (de préférence, avec des réponses de qualité du ministère des Finances) avec nos milliers de participants lors de la présentation de nos cours *Mise à jour en fiscalité – 2011* cet automne. Notez que nos deux versions de ce cours seront présentées à plus de 50 reprises à travers le Québec grâce à la collaboration de fiscalistes passionnés qui animeront ces cours dans le cadre de présentations ouvertes à tous ou privées.

Honnêtement, nous préférons nettement une hausse du fardeau fiscal des membres de RPA âgés de moins de 65 ans que le maintien du *statu quo* actuel qui est totalement inacceptable. Et si le ministère des Finances du Canada hausse effectivement le fardeau fiscal de ces personnes (nous serions vraiment surpris qu'ils « s'autopunissent »), cela sera de notre faute... et ne vous inquiétez pas, nous l'assumerons très bien !! Mais de grâce, commençons par souhaiter avant tout que le ministère des Finances se penche vraiment sur nos arguments ! **■**